

## Situation Mensuelle de l'Etat



**Mai 2022**





<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés.....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme .....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dettes financières de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -82,273 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mai 2022 s'élève à -82,273 Md€ contre -118,633 Md€ à fin mai 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+36,360 Md€) s'explique par une

baisse des dépenses nettes de 10,973 Md€, une hausse des recettes nettes de 26,891 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 1,504 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 173,505 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 9,358 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (9,277 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,181 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,887 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,993 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,790 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,835 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (0,937 Md€) et du programme « Equipement des forces » (0,739 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 3,788 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (3,268 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin mai 2022 s'élèvent à 173,505 Md€ contre 184,478 Md€ à fin mai 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-10,973 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de -13,753 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,467 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (1,428 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,393 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,105 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,045 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,732 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,919 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,746 Md€) ;

► **Mission Justice** : 0,942 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission.

-17,280 Md€ et à la mission « Plan de relance » pour -3,477 Md€, ainsi qu'à la mission « Ecologie, développement et mobilité durables » pour +4,021 Md€) et de la hausse des charges de la dette à hauteur de 1,700 Md€ (montant essentiellement lié aux abondements du BG vers le compte spécial « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat »).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 110,583 Md€

### Les principales recettes du mois

► **IS net** : 9,548 Md€ (essentiellement au titre de l'échéance au 16 mai) ;

► **IR net** : 8,154 Md€ ;

► **TVA nette** : 7,629 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,735 Md€, dont 1,543 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,409 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,213 Md€, dont 0,687 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Fonds de concours** : 1,058 Md€ (principalement des versements relatifs aux réseaux de transport) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,186 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,239 Md€, dont -2,016 Md€ au titre de la DGF et -0,620 Md€ au titre du FCTVA.



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 121,812 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mai 2022 s'élèvent à 121,812 Md€ contre 102,243 Md€ à fin mai 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+19,569 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations de recettes d'IS net pour 10,384 Md€ (principalement

en raison d'une hausse de l'IS brut de 8,081 Md€), de TVA nette pour 4,946 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse des recettes brutes de 7,135 Md€) et d'IR net pour 3,669 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de l'IR brut de 3,084 Md€).

## Recettes non fiscales : 11,642 Md€

Les recettes non fiscales à fin mai 2022 s'élèvent à 11,642 Md€ contre 5,853 Md€ à fin mai 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+5,789 Md€) s'explique

essentiellement par le versement de l'UE à hauteur de 7,400 Md€ pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -25,000 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin mai 2022 s'élèvent à -25,000 Md€ contre -27,458 Md€ à fin mai 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,458 Md€) s'explique par de moindres PSR au profit des collectivités

territoriales à hauteur de 1,263 Md€ et au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,196 Md€ (écart lié à la modification de la liquidation de la contribution française au budget 2022 de l'UE).

## Fonds de concours : 2,128 Md€

Les fonds de concours à fin mai 2022 s'élèvent à 2,128 Md€ contre 3,055 Md€ à fin mai 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,927 Md€) s'explique notamment par la contribution, en 2021, des

partenaires sociaux au plan d'investissement dans les compétences et de la participation de Santé publique France au financement de la campagne de lutte contre la covid-19.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -19,351 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,196 Md€ et des recettes pour 6,582 Md€ (dont 2,793 Md€ au titre de la TVA affectée suite à la réforme 2021 de la fiscalité locale, ainsi que des recettes de TF pour 1,452 Md€, essentiellement au titre de la mensualisation, et de CVAE pour 1,426 Md€, essentiellement au titre du solde 2021) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 9,390 Md€ (essentiellement au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 9,390 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le budget général).

Le solde des comptes spéciaux à fin mai 2022 s'élève à -19,351 Md€ contre -17,847 Md€ à fin mai 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,504 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes d'affectation spéciale de -1,498 Md€

(dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour -0,956 Md€ en raison de la souscription à l'augmentation de capital EDF à hauteur de +2,654 Md€, le compte « Pensions » pour -0,616 Md€).

## Dette financière de l'Etat au 31 mai : 2 214,932 Md€

La dette financière est en augmentation de 42,124 Md€ depuis le début de l'année 2022.

Les principaux flux nets concernent les titres négociables (hausse des OAT de +45,713 Md€ et

baisse des BTF à hauteur de -12,373 Md€), ainsi que les dettes financières et autres emprunts (hausse de +8,784 Md€, essentiellement en raison de la reprise de la dette SNCF pour 10,000 Md€).



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mai		Renvoi Page	
	Mai	2022	2021 retraité		2021 exécuté
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-14 953	-82 273	-118 633	-118 786	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	38 000	173 505	184 478	184 464	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	26 145	110 583	83 692	83 525	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	8 154	33 130	29 461	29 461	
- IS *	9 548	19 477	9 093	9 093	
- TVA	7 629	43 447	38 501	38 493	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 098	-19 351	-17 847	-17 847	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-946	173 954			16
Dette financière de l'Etat	-6 057	2 214 932			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés  
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin mai		
	unité : million d'€. Mai	2022	2021 retraité	2021 exécuté
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	1 013	994	994
Dépenses de personnel	11 303	57 123	56 418	56 469
Dépenses de fonctionnement	3 499	27 066	26 417	26 376
Charges de la dette de l'Etat	9 314	22 017	20 317	20 317
Dépenses d'investissement	862	7 342	7 512	7 512
Dépenses d'intervention	12 883	58 402	72 155	72 129
Dépenses d'opérations financières	139	542	665	668
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>38 000</b>	<b>173 505</b>	<b>184 478</b>	<b>184 464</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	29 761	121 812	102 243	102 074
Recettes non fiscales	750	11 642	5 853	5 853
Prélèvements sur recettes	-5 424	-25 000	-27 458	-27 457
Fonds de concours	1 058	2 128	3 055	3 055
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>26 145</b>	<b>110 583</b>	<b>83 692</b>	<b>83 525</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>31 569</b>	<b>135 582</b>	<b>111 151</b>	<b>110 982</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-11 855</b>	<b>-62 922</b>	<b>-100 786</b>	<b>-100 939</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	90	-9	1 489	1 489
Solde des comptes de concours financiers	-3 168	-19 434	-19 632	-19 632
Solde des comptes de commerce	-34	101	333	333
Solde des comptes d'opérations monétaires	-1 307	-1 240	1 059	1 059
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-3 098</b>	<b>-19 351</b>	<b>-17 847</b>	<b>-17 847</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-14 953</b>	<b>-82 273</b>	<b>-118 633</b>	<b>-118 786</b>



	Mois	Cumul à fin mai			
	unité : million d'€.	Mai	2022	2021 retraité	2021 exécuté
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>		<b>11 303</b>	<b>57 123</b>	<b>56 418</b>	<b>56 469</b>
Rémunérations d'activité		6 556	32 972	32 505	32 525
Cotisations et contributions sociales		4 679	23 669	23 594	23 625
Prestations sociales et allocations diverses		68	483	319	319
<b>AUTRES TITRES</b>		<b>26 697</b>	<b>116 381</b>	<b>128 060</b>	<b>127 995</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>		<b>0</b>	<b>1 013</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>		<b>3 499</b>	<b>27 066</b>	<b>26 417</b>	<b>26 376</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		2 544	13 902	12 282	12 278
Subventions pour charges de service public		955	13 163	14 135	14 097
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>		<b>9 314</b>	<b>22 017</b>	<b>20 317</b>	<b>20 317</b>
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0	0
Charges financières diverses		9 314	22 017	20 317	20 317
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>		<b>862</b>	<b>7 342</b>	<b>7 512</b>	<b>7 512</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat		649	5 279	5 517	5 517
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat		213	2 063	1 995	1 995
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>		<b>12 883</b>	<b>58 402</b>	<b>72 155</b>	<b>72 129</b>
Transferts aux ménages		6 401	25 369	24 482	24 312
Transferts aux entreprises		3 332	16 158	33 774	33 877
Transferts aux collectivités territoriales		1 083	5 339	4 033	4 053
Transferts aux autres collectivités		1 987	11 206	9 830	9 851
Appels en garantie		80	330	36	36
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>		<b>139</b>	<b>542</b>	<b>665</b>	<b>668</b>
Prêts et avances		0	0	178	181
Dotations en fonds propres		139	403	378	378
Dépenses de participations financières		0	139	109	109
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>		<b>38 000</b>	<b>173 505</b>	<b>184 478</b>	<b>184 464</b>





	Mois de mai		Cumul à fin mai 2022		Cumul à fin mai 2021 retraité	Cumul à fin mai 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>162</b>	<b>196</b>	<b>1 667</b>	<b>1 561</b>	<b>1 242</b>	<b>1 240</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	103	96	1 087	1 010	713	714
Diplomatie culturelle et d'influence	33	76	409	391	372	372
Français à l'étranger et affaires consulaires	26	24	171	160	157	154
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>379</b>	<b>357</b>	<b>1 879</b>	<b>1 765</b>	<b>1 575</b>	<b>1 575</b>
Administration territoriale de l'Etat	221	206	990	964	870	872
Vie politique <sup>(1)</sup>	18	21	209	177	122	129
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	140	130	680	624	583	574
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>315</b>	<b>320</b>	<b>1 249</b>	<b>1 119</b>	<b>906</b>	<b>907</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	175	194	712	617	462	462
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	89	77	291	268	210	210
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	51	48	246	234	234	235
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>226</b>	<b>356</b>	<b>1 818</b>	<b>1 739</b>	<b>1 091</b>	<b>1 091</b>
Aide économique et financière au développement	-61	55	523	250	216	216
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	288	301	1 296	1 489	875	875
Restitution des "biens mal acquis" <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>1 394</b>	<b>1 313</b>	<b>1 493</b>	<b>1 493</b>
Liens entre la Nation et son armée <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	8	8
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation <sup>(1)</sup>	3	7	1 317	1 236	1 403	1 403
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	77	77	82	82
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>571</b>	<b>3 788</b>	<b>15 050</b>	<b>7 755</b>	<b>6 671</b>	<b>6 682</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	446	283	1 172	606	802	816
Aide à l'accès au logement	0	3 268	13 004	6 536	5 479	5 479
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	29	125	405	346	199	199
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	47	35	113	91	77	74
Politique de la ville	45	74	171	138	93	93
Interventions territoriales de l'Etat	5	2	185	37	21	20
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>28</b>	<b>52</b>	<b>278</b>	<b>309</b>	<b>299</b>	<b>299</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	10	34	139	175	170	170
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	41	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	18	94	90	87	87
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>418</b>	<b>418</b>	<b>1 801</b>	<b>1 310</b>	<b>1 037</b>	<b>1 040</b>
Patrimoines	156	113	547	337	369	367
Création	94	135	602	401	268	266
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	109	110	345	272	113	118
Soutien aux politiques du ministère de la culture	59	60	308	299	287	289
<b>DEFENSE</b>	<b>4 288</b>	<b>3 790</b>	<b>25 685</b>	<b>22 457</b>	<b>22 524</b>	<b>22 523</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	139	278	867	919	742	742
Préparation et emploi des forces	851	937	5 575	4 949	4 651	4 651
Soutien de la politique de la défense	1 800	1 835	12 354	9 489	9 536	9 535
Equiperment des forces	1 498	739	6 890	7 099	7 595	7 595
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>53</b>	<b>58</b>	<b>413</b>	<b>373</b>	<b>301</b>	<b>293</b>
Coordination du travail gouvernemental	44	39	289	262	240	239
Protection des droits et libertés	5	5	71	63	61	54
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022	4	14	52	48	0	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>2 260</b>	<b>2 467</b>	<b>22 386</b>	<b>14 664</b>	<b>10 590</b>	<b>10 591</b>
Infrastructures et services de transports	400	484	7 022	3 863	3 720	3 720
Affaires maritimes	10	3	104	61	50	51
Paysages, eau et biodiversité	26	34	136	89	88	87
Expertise, information géographique et météorologie	1	1	420	282	280	280
Prévention des risques	23	30	699	286	222	222
Energie, climat et après-mines	10	225	2 312	2 062	977	977
Service public de l'énergie	1 540	1 428	10 099	6 457	3 710	3 710
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	214	226	1 299	1 269	1 277	1 278
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	36	36	295	295	266	266



	Mois de mai		Cumul à fin mai 2022		Cumul à fin mai 2021 retraité	Cumul à fin mai 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
<b>ECONOMIE</b>	<b>410</b>	<b>339</b>	<b>2 867</b>	<b>2 688</b>	<b>1 004</b>	<b>1 005</b>
Développement des entreprises et régulations	365	292	650	470	532	533
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	33	35	190	191	171	171
Stratégies économiques	12	12	278	279	301	301
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" <sup>(1)</sup>	0	0	1 748	1 748	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>9 345</b>	<b>9 358</b>	<b>22 167</b>	<b>22 247</b>	<b>20 282</b>	<b>20 282</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	9 277	9 277	21 722	21 722	20 051	20 051
Appels en garantie de l'Etat	68	80	419	419	110	110
Epargne	0	0	26	25	42	42
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80	80
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>6 121</b>	<b>6 181</b>	<b>33 717</b>	<b>33 485</b>	<b>32 860</b>	<b>32 860</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 994	1 993	10 037	10 033	9 845	9 845
Enseignement scolaire public du second degré	2 889	2 887	14 521	14 511	14 311	14 313
Vie de l'élève	319	348	3 752	3 705	3 492	3 492
Enseignement privé du premier et du second degrés	607	592	3 505	3 469	3 413	3 413
Soutien de la politique de l'éducation nationale	196	213	1 157	1 029	1 131	1 132
Enseignement technique agricole	115	148	745	739	668	665
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>793</b>	<b>811</b>	<b>4 274</b>	<b>4 070</b>	<b>4 094</b>	<b>4 121</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	616	621	3 212	3 082	3 105	3 101
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	53	68	400	349	350	376
Facilitation et sécurisation des échanges	125	121	662	639	640	645
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>146</b>	<b>168</b>	<b>978</b>	<b>732</b>	<b>653</b>	<b>653</b>
Immigration et asile	58	80	772	556	503	503
Intégration et accès à la nationalité française	88	89	206	177	151	151
<b>INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030 <sup>(1)</sup></b>	<b>0</b>	<b>350</b>	<b>15 540</b>	<b>682</b>	<b>1 467</b>	<b>1 463</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	95	210	210
Valorisation de la recherche	0	0	0	237	529	529
Accélération de la modernisation des entreprises	0	120	0	120	668	668
Financement des investissements stratégiques	0	50	14 020	50	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	180	1 520	180	59	56
<b>JUSTICE</b>	<b>1 720</b>	<b>942</b>	<b>6 182</b>	<b>4 378</b>	<b>3 986</b>	<b>3 986</b>
Justice judiciaire	298	319	1 820	1 683	1 582	1 582
Administration pénitentiaire	1 209	420	3 212	1 739	1 581	1 582
Protection judiciaire de la jeunesse	57	74	479	373	355	356
Accès au droit et à la justice	85	85	384	377	272	272
Conduite et pilotage de la politique de la justice	71	45	286	204	194	192
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	2	2	2
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>17</b>	<b>6</b>	<b>351</b>	<b>197</b>	<b>198</b>	<b>197</b>
Presse et médias	1	1	116	110	92	92
Livre et industries culturelles	16	5	235	87	106	105
<b>OUTRE-MER</b>	<b>65</b>	<b>88</b>	<b>1 566</b>	<b>725</b>	<b>716</b>	<b>716</b>
Emploi outre-mer	20	25	1 263	506	531	531
Conditions de vie outre-mer	45	64	303	219	184	184
<b>PLAN DE RELANCE</b>	<b>259</b>	<b>657</b>	<b>1 867</b>	<b>3 114</b>	<b>6 748</b>	<b>6 748</b>
Écologie	259	171	1 008	1 269	925	925
Compétitivité	-46	113	492	818	1 217	1 217
Cohésion	46	374	367	1 028	4 605	4 605
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE</b>	<b>194</b>	<b>194</b>	<b>1 878</b>	<b>1 900</b>	<b>19 960</b>	<b>19 960</b>
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	93	93	95	100	1 946	1 946
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	97	97	1 765	1 775	17 209	17 209
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	622	622
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	3	4	17	25	183	183
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 013</b>	<b>1 013</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
Présidence de la République	0	0	105	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518	518
Sénat	0	0	339	339	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	16	16	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1



	Mois de mai		Cumul à fin mai 2022		Cumul à fin mai 2021 retraité	Cumul à fin mai 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>501</b>	<b>806</b>	<b>25 162</b>	<b>12 794</b>	<b>13 396</b>	<b>13 403</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	36	72	13 444	6 893	6 743	6 739
Vie étudiante	9	290	1 883	1 646	1 679	1 679
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	78	220	6 222	2 252	2 932	2 922
Recherche spatiale	2	114	1 582	715	689	709
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	68	15	1 270	943	942	942
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	273	74	595	206	233	233
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	35	20	165	138	179	178
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>0</b>	<b>602</b>	<b>5 523</b>	<b>2 975</b>	<b>2 954</b>	<b>2 954</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	378	3 758	2 015	1 971	1 971
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	132	735	401	405	405
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	92	1 029	559	578	578
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>462</b>	<b>522</b>	<b>2 409</b>	<b>2 285</b>	<b>1 306</b>	<b>1 309</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	395	453	2 279	2 145	1 167	1 170
Concours spécifiques et administration	66	69	130	140	139	139
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>12 167</b>	<b>12 173</b>	<b>50 866</b>	<b>50 873</b>	<b>52 377</b>	<b>52 377</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	11 503	11 509	48 622	48 629	48 987	48 987
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	664	664	2 244	2 244	3 389	3 389
<b>SANTE</b>	<b>66</b>	<b>111</b>	<b>1 243</b>	<b>604</b>	<b>535</b>	<b>536</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	65	111	278	218	158	158
Protection maladie	0	0	965	386	377	377
<b>SECURITES</b>	<b>1 776</b>	<b>1 732</b>	<b>9 220</b>	<b>8 810</b>	<b>8 548</b>	<b>8 548</b>
Police nationale	942	919	4 742	4 688	4 469	4 469
Gendarmerie nationale	778	746	4 203	3 849	3 814	3 814
Sécurité et éducation routières	4	5	18	12	9	9
Sécurité civile	53	63	257	262	256	256
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>88</b>	<b>2 393</b>	<b>26 298</b>	<b>11 942</b>	<b>11 624</b>	<b>11 404</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	38	1 045	12 110	5 763	5 691	5 466
Handicap et dépendance	7	1 105	13 152	5 496	5 467	5 467
Egalité entre les femmes et les hommes	4	4	10	8	9	9
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	40	49	826	475	458	462
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation	0	190	200	200	0	0
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>77</b>	<b>69</b>	<b>1 034</b>	<b>555</b>	<b>573</b>	<b>573</b>
Sport	32	43	344	201	234	234
Jeunesse et vie associative	45	25	545	246	189	190
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	144	108	149	149
<b>TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES</b>	<b>19</b>	<b>43</b>	<b>320</b>	<b>186</b>	<b>157</b>	<b>129</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	2	12	91	44	19	19
Transformation publique <sup>(1)</sup>	6	8	32	36	31	26
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques	0	1	1	2	5	5
Fonction publique	7	20	181	89	87	79
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques <sup>(2)</sup>	3	3	15	15	15	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>967</b>	<b>819</b>	<b>5 189</b>	<b>3 756</b>	<b>4 694</b>	<b>4 890</b>
Accès et retour à l'emploi	378	437	3 775	2 919	2 519	2 533
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	533	291	1 110	524	1 848	2 038
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	4	36	30	46	49	49
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	52	55	275	268	279	270
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>43 899</b>	<b>50 173</b>	<b>293 282</b>	<b>224 378</b>	<b>236 855</b>	<b>236 841</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>31 732</b>	<b>38 000</b>	<b>242 416</b>	<b>173 505</b>	<b>184 478</b>	<b>184 464</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2022

<sup>(2)</sup> Création en LFI 2022

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2022



	Mois		Cumul à fin mai		
	unité : million d'€.	Mai	2022	2021 retraité	2021 exécuté
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>		8 280	39 226	36 142	36 142
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>		137	714	729	712
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>		13 929	28 906	20 638	20 638
Impôt sur les sociétés		13 683	28 310	20 229	20 229
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés		246	494	352	352
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés		0	102	58	58
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>		1 213	6 551	7 394	7 374
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu		65	463	545	545
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes		120	970	916	916
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)		0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)		0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices		0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière		27	277	278	278
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage		0	3	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance		75	89	59	59
Taxe sur les salaires		0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle		0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction		3	17	8	8
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue		1	14	9	9
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité		11	51	39	39
Contribution des institutions financières		0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales		1	2	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle		0	0	1	1
Prélèvements de solidarité		687	3 252	2 788	2 788
Taxe sur les services numériques		2	356	219	219
Taxe d'habitation sur les résidences principales		125	667	1 478	1 478
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)		13	71	799	799
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	1	1	1
Recettes diverses		84	317	254	234
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>		1 685	7 689	7 863	7 765
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>		13 954	72 938	65 803	65 794
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>		2 735	16 661	16 049	16 024
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices		31	350	198	198
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce		14	90	68	68
Mutations à titre onéreux de meubles corporels		0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers		5	25	47	23



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mai		
	Mai	2022	2021 retraité	2021 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	243	1 229	1 335	1 335
Mutations à titre gratuit par décès	1 300	5 572	5 235	5 235
Contribution de sécurité immobilière	76	364	342	342
Autres conventions et actes civils	38	186	171	171
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	49	235	241	241
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	33	205	174	174
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	11	60	89	89
Timbre unique	24	150	100	100
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	42	224	256	256
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	218	4 159	4 654	4 654
Autres droits et recettes accessoires	1	2	2	2
Amendes et confiscations	4	20	17	17
Taxe générale sur les activités polluantes	63	84	31	31
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	1	35	17	17
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	3	153	10	10
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	21	22	22
Taxe sur certaines dépenses de publicité	1	16	17	17
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	560	560
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	24	24	24
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	206	1 015	1 024	1 024
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	78	298	17	17
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	28	158	133	133
Prélèvement sur les paris sportifs	62	320	358	358
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	8	43	46	46
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	104	741	543	543
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	88	322	316	316
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>41 934</b>	<b>172 685</b>	<b>154 619</b>	<b>154 451</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>29 761</b>	<b>121 812</b>	<b>102 243</b>	<b>102 074</b>



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mai		
	Mai	2022	2021 retraité	2021 exécuté
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>148</b>	<b>685</b>	<b>2 120</b>	<b>2 120</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	1 799	1 799
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	148	684	320	320
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>34</b>	<b>443</b>	<b>473</b>	<b>473</b>
Revenus du domaine public non militaire	25	141	83	83
Autres revenus du domaine public	0	2	2	2
Revenus du domaine privé	4	174	159	159
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	5	125	229	229
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>328</b>	<b>999</b>	<b>620</b>	<b>620</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	64	183	108	108
Autres frais d'assiette et de recouvrement	94	464	433	433
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	24	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	1	1
Autres recettes diverses	169	325	75	75
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>42</b>	<b>317</b>	<b>208</b>	<b>208</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	2	16	16	16
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	3	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	14	247	128	128
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	16	35	47	47
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	9	15	10	10



	Mois		Cumul à fin mai	
	Maï	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>71</b>	<b>631</b>	<b>802</b>	<b>802</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	10	65	325	325
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	221	145	145
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	3	4	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	59	281	275	275
Frais de poursuite	0	5	4	4
Frais de justice et d'instance	1	4	4	4
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	7	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>127</b>	<b>8 569</b>	<b>1 629</b>	<b>1 629</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	348	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	45	318	143	143
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	25	79	9	9
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	3	3	3
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	4	4
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	3	3
Récupération d'indus	4	12	11	11
Recouvrements après admission en non-valeur	9	60	54	54
Divers versements de l'Union européenne	0	7 400	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	15	29	29
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	11	10	10
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	17	165	199	199
Produits divers	1	3	722	722
Autres produits divers	17	143	437	437
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>750</b>	<b>11 642</b>	<b>5 853</b>	<b>5 853</b>



	Mois		Cumul à fin mai	
	Mai	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 239</b>	<b>-14 071</b>	<b>-15 334</b>	<b>-15 332</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF)	-2 016	-10 075	-10 177	-10 164
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-2	-2
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-7	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-620	-1 501	-1 326	-1 326
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-48	-44	-2 254	-2 254
<b>Dotations</b> élu local	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	11	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	0	-1	0	0
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-241	-1 203	-1 211	-1 211
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-17	-23	-256	-256
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	4	4	-2	-2
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-45	-45	-45
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-1	-12	-12
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	-27	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-13	-25	-15	-15
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-38	-38	-38
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	4	283	-5	-5
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	-2	-2
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-275	-1 367	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-2 186</b>	<b>-10 929</b>	<b>-12 125</b>	<b>-12 125</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 424</b>	<b>-25 000</b>	<b>-27 458</b>	<b>-27 457</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	954	1 925	2 833	2 833
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	104	203	222	222
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>1 058</b>	<b>2 128</b>	<b>3 055</b>	<b>3 055</b>





	Mois de mai		Cumul à fin mai								
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes		
			2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté
	unité : million d'€.										
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 100</b>	<b>5 190</b>	<b>28 403</b>	<b>26 700</b>	<b>26 700</b>	<b>28 394</b>	<b>28 189</b>	<b>28 189</b>	<b>-9</b>	<b>1 489</b>	<b>1 489</b>
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	17	156	141	202	202	707	681	681	565	479	479
Développement agricole et rural	4	97	11	14	14	110	108	108	99	94	94
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	41	31	136	54	54	157	156	156	21	103	103
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	24	17	97	102	102	128	155	155	31	54	54
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	34	121	121	0	0	0	-34	-121	-121
Participations financières de l'Etat	160	151	3 113	1 656	1 656	1 941	1 439	1 439	-1 172	-216	-216
Pensions	4 853	4 737	24 871	24 552	24 552	25 351	25 648	25 648	480	1 096	1 096
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>9 947</b>	<b>6 779</b>	<b>49 570</b>	<b>49 046</b>	<b>49 046</b>	<b>30 136</b>	<b>29 414</b>	<b>29 414</b>	<b>-19 434</b>	<b>-19 632</b>	<b>-19 632</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	220	10	1 326	2 053	2 053	711	430	430	-615	-1 623	-1 623
Avances à l'audiovisuel public	308	178	1 542	1 550	1 550	998	643	643	-544	-906	-906
Avances aux collectivités territoriales	9 196	6 582	45 388	44 632	44 632	27 950	28 134	28 134	-17 438	-16 498	-16 498
Prêts à des Etats étrangers	193	8	567	318	318	289	201	201	-278	-117	-117
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	29	1	746	493	493	188	5	5	-558	-487	-487
<b>Comptes de commerce</b>	<b>9 742</b>	<b>9 708</b>	<b>24 254</b>	<b>22 361</b>	<b>22 361</b>	<b>24 355</b>	<b>22 694</b>	<b>22 694</b>	<b>101</b>	<b>333</b>	<b>333</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	71	16	375	260	260	400	386	386	25	127	127
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	15	79	74	74	75	73	73	-4	-2	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	123	123	290	591	591	290	591	591	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	76	54	232	212	212	369	277	277	136	66	66
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	9 390	9 390	22 671	20 998	20 998	22 671	20 988	20 988	0	-10	-10
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	3	1	2	2	4	4	4	3	2	2
Opérations commerciales des domaines	4	6	21	22	22	41	36	36	20	14	14
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	12	10	10	8	11	11	-4	1	1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	60	100	572	193	193	496	329	329	-76	136	136
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>1 497</b>	<b>190</b>	<b>2 110</b>	<b>478</b>	<b>478</b>	<b>870</b>	<b>1 537</b>	<b>1 537</b>	<b>-1 240</b>	<b>1 059</b>	<b>1 059</b>
Emission des monnaies métalliques	5	19	67	54	54	59	22	22	-8	-32	-32
Opérations avec le Fonds Monétaire International	1 491	171	2 040	417	417	809	1 514	1 514	-1 231	1 097	1 097
Pertes et bénéfices de change	0	0	4	6	6	3	1	1	-1	-5	-5
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>26 285</b>	<b>21 867</b>	<b>104 338</b>	<b>98 585</b>	<b>98 585</b>	<b>83 756</b>	<b>81 835</b>	<b>81 835</b>	<b>-20 582</b>	<b>-16 750</b>	<b>-16 750</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>24 794</b>	<b>21 696</b>	<b>102 298</b>	<b>98 167</b>	<b>98 167</b>	<b>82 947</b>	<b>80 320</b>	<b>80 320</b>	<b>-19 351</b>	<b>-17 847</b>	<b>-17 847</b>



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2022
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		290	-43	247
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	17	0	17
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	3 770	56	3 826
		<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>4 077</b>	<b>13</b>	<b>4 090</b>
	<b>CEPL</b>	Régions	5 471	237	5 708
		Départements	10 159	747	10 906
		Communes	29 107	-1 697	27 410
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 991	389	19 380
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 366	-99	2 266
		Autres	9 903	-247	9 657
		<b>Total CEPL</b>	<b>75 996</b>	<b>-670</b>	<b>75 326</b>
		<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>8 128</b>	<b>1 403</b>	<b>9 532</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 089	-7 742	20 346
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	23 988	1 923	25 911
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 771	1 175	5 946
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 174	-815	1 360
		<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>59 022</b>	<b>-5 459</b>	<b>53 563</b>
		<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>10 453</b>	<b>1 015</b>	<b>11 469</b>
		<b>Union européenne</b>	<b>4 042</b>	<b>1 188</b>	<b>5 230</b>
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 800	66	5 865	
	GIP	1 616	368	1 984	
	EPL	2 662	1 342	4 004	
	Autres correspondants	2 997	-174	2 824	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	21	-21	0	
	<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 096</b>	<b>1 581</b>	<b>14 677</b>	
	<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>174 815</b>	<b>-929</b>	<b>173 886</b>	
<b>Comptes à terme</b>	Placements des CEPL sur un compte à terme	47	21	68	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>47</b>	<b>21</b>	<b>68</b>	
	<b>Total Passif (A)</b>	<b>174 862</b>	<b>-907</b>	<b>173 954</b>	
	Créances résultant des placements des deniers pupillaires	0	0	0	
	Découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	<b>Total Actif (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
	<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>	<b>174 861</b>	<b>-907</b>	<b>173 954</b>	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2022
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>2 145 136</b>	<b>33 339</b>	<b>2 178 475</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 989 757</b>	<b>45 713</b>	<b>2 035 470</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 989 757	45 713	2 035 470
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 753 395	33 131	1 786 527
- <i>taux variable</i>	208 430	12 077	220 507
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>155 379</b>	<b>-12 373</b>	<b>143 006</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	155 379	-12 373	143 006
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>27 673</b>	<b>8 784</b>	<b>36 457</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>2 172 809</b>	<b>42 124</b>	<b>2 214 932</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2021 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2021 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2022.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.